

Infrastructures, transports et mer

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER,
EN CHARGE DES TECHNOLOGIES VERTES
ET DES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT

Régie autonome des transports parisiens

**Décision n° ESP 2010-10 du 12 avril 2010 portant délégation de signature du directeur
du département des espaces et du patrimoine (ESP) au responsable de l'unité conduite de projets**

NOR : DEVT1011517S

(Texte non paru au *Journal officiel*)

Le directeur du département des espaces et du patrimoine (ESP),
Vu le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la
région parisienne ;
Vu le décret n° 59-1091 du 23 septembre 1959 portant statut de la RATP ;
Vu le décret n° 89-410 du 20 juin 1989 relatif à l'organisation de la RATP ;
Vu la délégation de pouvoirs consentie le 9 mars 2010 au directeur de département par le
président-directeur général de la RATP,

Décide :

Article 1^{er}

Pour l'exercice de l'ensemble de l'activité du département ESP de donner délégation à Michel Guillemot, responsable de l'unité conduite de projets, à l'effet de signer, en son nom, les actes suivants pris pour les besoins de l'activité du département :

1.1. Tout acte pris lors de la passation des marchés et bons de commande d'un montant inférieur à 5 M€, ainsi que les actes pris lors de la passation des autres conventions et avenants éventuels.

1.2. Les marchés, bons de commande et les conventions d'un montant inférieur à 5 M€, ainsi que leurs avenants éventuels si le cumul du montant de ces derniers avec celui du marché initial ou du bon de commande initial ou de la convention initiale demeure inférieur à 5 M€.

1.3. Les actes nécessaires à l'exécution des marchés, bons de commande et conventions susvisés, notamment :

- les actes d'acceptation et d'agrément des sous-traitants ;
- les ordres de livraison et de service ;
- les décomptes, notamment généraux et définitifs (DGD) ;
- les décisions de réception des prestations ;
- les mises en demeure ;
- les décisions de résilier.

1.4. Tout acte nécessaire aux opérations de construction, démolition, d'aménagement foncier et de régularisation foncière, telles que les demandes de permis de construire, de démolition ou de déclaration de travaux.

1.5. Les autorisations d'occupation à caractère précaire, dans la limite de 1 M€, qu'elles soient octroyées par la RATP ou sollicitées auprès d'une personne autre que la RATP.

1.6. Les actes pouvant concourir à l'application de la réglementation, notamment environnementale et de la santé publique, à l'activité du département, et, entre autres, les demandes de déclaration, d'autorisation ou d'enregistrement.

Article 2

Pour l'exercice de l'activité de l'unité conduite de projets, de donner délégation à Michel Guillemot, responsable de l'unité conduite de projets, à l'effet de signer, en son nom, les actes suivants pris pour les besoins de l'activité de ladite unité :

2.1. Tout acte pris lors de la passation des marchés et bon de commande d'un montant inférieur à 50 000 €, ainsi que les actes pris lors de la passation des autres conventions et avenants éventuels.

2.2. Les marchés et bons de commande et les conventions d'un montant inférieur à 50 000 €, ainsi que leurs avenants éventuels si le cumul du montant de ses derniers avec celui du marché initial ou du bon de commande initial ou de la convention initiale demeure inférieur à 50 000 €.

2.3. Les actes nécessaires à l'exécution des marchés, bons de commande et conventions susvisés, notamment :

- les actes d'acceptation et d'agrément des sous-traitants ;
- les décomptes, notamment généraux et définitifs (DGD) ;
- les décisions de réception des prestations ;
- les mises en demeure ;
- les décisions de résilier.

2.4. Tout acte nécessaire aux opérations de construction, démolition, d'aménagement foncier et de régularisation foncière, telles que les demandes de permis de construire, de démolition ou de déclaration de travaux.

2.5. Les autorisations d'occupation à caractère précaire, dans la limite de 1 M€, qu'elles soient octroyées par la RATP ou sollicitées auprès d'une personne autre que la RATP.

2.6. Les actes pouvant concourir à l'application de la réglementation, notamment environnementale et de la santé publique, à l'activité de conduite de projets dont l'unité a la charge, et, entre autres, les demandes de déclaration, d'autorisation ou d'enregistrement.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Michel Guillemot, responsable de l'unité conduite de projets, de donner délégation à :

- Jean-Marc Viaut, ou à
- Hervé Daumas, ou à
- Isabelle Vuilleumard, ou à
- Michel Marinese,

à l'effet de signer tous les actes ou documents pour l'exercice de l'activité de l'unité conduite de projets, dont la signature a été déléguée par la présente décision.

Article 4

La présente délégation annule et remplace la délégation référencée au n° 2008-26 publiée à la date du 19 février 2008.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

Fait à Paris, le 12 avril 2010.

*Le directeur du département
des espaces et du patrimoine,*
R. FEREDJ